



**MOTION DES ÉLUS DE LA MONTAGNE
27^E CONGRÈS - BONNEVILLE (HAUTE-SAVOIE) - 7 OCTOBRE 2011**

**LES ÉLUS DE LA MONTAGNE EXIGENT UN DÉPLOIEMENT ÉQUITABLE DU TRÈS
HAUT DÉBIT SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE**

Constatant que l'accès aux réseaux de télécommunications et à l'Internet favorise l'attractivité et le développement économique des territoires de montagne,

Considérant le risque de fracture numérique et que l'arrivée du très haut débit ne doit pas induire d'injustice pour les citoyens qu'elle soit de nature géographique, technique ou économique,

Considérant que l'égalité de traitement dans l'accès au très haut débit entre tous les Français doit prévaloir quel que soit l'endroit où ils résident sur le territoire,

Estimant que la charge financière du déploiement du très haut débit dans les zones les moins denses et à faible densité démographique telles que les territoires de montagne ne peut pas être supportée uniquement par les collectivités locales.

L'Association nationale des élus de la montagne, dans le cadre de son 27^e Congrès, demande :

- L'inscription dans la loi de l'Internet à très haut débit comme une composante à part entière du service universel des communications,
- La mobilisation, au nom du principe de neutralité technologique et à titre transitoire, de l'ensemble des supports complémentaires à la fibre optique comme le satellite pour assurer une montée en débit des zones les moins denses,
- L'abondement immédiat, progressif, étalé sur 10 ans, du fonds d'aménagement numérique du territoire, indispensable pour atteindre l'objectif de couverture en très haut débit de 98 % de la population en 2025.